

Modalités de prise en compte de participations de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz naturel

Date de la contribution : 24/03/2022

Introduction

Question 1 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE pour le dispositif de participation de tiers financeurs dans le financement des programmes d'investissement de renforcement des réseaux ?

Favorable

Commentaire :

L'évolution du dispositif proposée par la CRE nous semble avantageuse pour les porteurs de projet puisqu'elle permet, pour les investissements de rebours, d'obtenir une diminution du financement tiers requis potentiellement plus importante en comparaison avec le dispositif existant. Et ce, sans revenir sur la règle fondamentale de l'impossibilité de voir augmenter le montant requis de financement tiers, communiqué lors du jalon D2.

Concernant la proposition d'impossibilité de remboursement partiel du forfait d'études rebours de 200 000 €, nous y sommes défavorables. Nous ne voyons pas de contrainte organisationnelle ou technique à la poursuite de la mise en œuvre de ces éventuels remboursements partiels.

Enfin, nous profitons de cette consultation pour rappeler notre proposition sur le financement des études de rebours, telle que formulée lors de la consultation du 7 septembre 2020 (*Participation de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz*):

Nous estimons que faire pré-financer par les porteurs de projet ou des tiers l'étude préalable pour la mise en place d'un rebours à hauteur de 200 000 euros, dès le jalon D2, est de nature à freiner l'attrait de ce dispositif (du fait des frais importants à payer à un stade de développement si précoce).

Nous proposons ainsi une solution alternative qui consisterait à découper l'étude préalable en plusieurs phases, à l'issues desquelles les porteurs de projets/tiers décideraient, au moment souhaité, de lancer ou non la phase suivante (et de réaliser le paiement associé), quitte à générer des délais entre la mise en service des installations et le rebours. Les acteurs décideraient en connaissance de cause sur la base de leur propre analyse risques / bénéfices et en fonction du contexte (recours...). Par exemple, un retard de mise en service de quelques mois pour un rebours qui ne doit servir que quelques semaines en été aurait un impact nul voire négligeable sur la rentabilité du ou des projets concernés. Les acteurs pourraient alors aisément décider de lancer (et payer) la dernière phase de l'étude qu'à partir du jalon D4 voire après avoir obtenu leur financement. A l'inverse, ne pas avoir à déboursier en totalité 200k euros à un stade si amont de développement (jalon D2) représente un vrai plus pour le développement du ou des projets concernés.

Cette alternative ne générerait pas de coûts échoués pour le tarif réseau (puisque chaque phase de l'étude est payée par les acteurs au moment de sa réalisation), tout en étant plus attractive pour les porteurs de projets / tiers en permettant un paiement plus progressif et plus flexible en fonction des caractéristiques du projet.